EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 3 avril 2025

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 31 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Christian BURLE - Emmanuelle CHARAFE - Gaby CHARROUX - Georges CRISTIANI - Daniel GAGNON - David GALTIER - Gerard GAZAY - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Jean-Pascal GOURNES - Nicolas ISNARD - Didier KHELFA - Vincent LANGUILLE - Arnaud MERCIER - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Henri PONS - Didier REAULT - Laurent SIMON - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Frédéric VIGOUROUX.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

François BERNARDINI représenté par Martial ALVAREZ - Michel ROUX représenté par Didier KHELFA.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Éric LE DISSES - Georges ROSSO - David YTIER.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

TCM-003-17705/25/BM

■ Attribution de subventions aux associations CPIE du Pays d'Aix, ALEC Métropole marseillaise dans le cadre du Pacte territorial PIG France Rénov'-Approbation des conventions - MGDIS n°10492 et MGDIS n°10237 119098

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au sens du droit communautaire, certaines activités exercées par les associations sont considérées comme étant de nature économique et les soutiens relèvent du régime juridique des aides d'État imposant par conséquent un autre mode de conventionnement entre les collectivités et les associations.

Pour autant, une compensation financière peut être octroyée aux entreprises chargées de la gestion d'un SIEG en contrepartie des obligations de service public mises à leur charge, dès lors que cette compensation est nécessaire et proportionnée à la réalisation de la mission particulière d'intérêt général et à la viabilité économique du SIEG.

C'est dans ce cadre que s'inscrivent les actions portées par les deux associations CPIE et ALEC; Conformément aux quatre critères de la jurisprudence Altmark, les compensations de service public ne relèvent pas du régime juridique des aides d'État.

Dans le cadre de ses politiques relatives à la Transition Energétique et à l'Habitat, la Métropole Aix-Marseille-Provence a construit un partenariat avec deux associations, l'Agence Locale de l'Energie et du Climat de la Métropole marseillaise (ALEC) et l'Atelier de l'Environnement - CPIE du Pays d'Aix pour la mise en œuvre du service public de la rénovation de l'habitat.

La Métropole a voté son Plan Climat Air Energie (PCAEM) et s'est fixé des objectifs ambitieux, notamment la neutralité carbone et la réduction de 50 % des consommations d'énergie à l'horizon 2050. L'objectif métropolitain de rénovation énergétique est de 12 300 logements privés par an les premières années, puis une montée en puissance jusqu'à 25.000 logements pour atteindre les objectifs intermédiaires du Plan Climat à 2027, 2040 et enfin 2050.

Pour contribuer à cet objectif, le Service Public de Rénovation de l'Habitat (SPRH) est destiné à accompagner les ménages et les copropriétés dans la rénovation de leur logement.

Historiquement ce service est assuré par 3 opérateurs : l'ALEC Métropole marseillaise, la Maison Energie Habitat Climat du CPIE du Pays d'Aix (Association Atelier de l'Environnement) et l'ADIL et financé dans le cadre du programme SARE qui s'est achevé fin 2024.

A partir de 2025, c'est l'ANAH qui finance ce service dans le cadre d'un Pacte Territorial signé avec la Métropole, en répondant à une logique plus large de rénovation de l'habitat privé.

Dans la continuité de la politique déployée entre 2021 et 2024, ce Pacte territorial porte sur les missions suivantes :

Volet 1 – Dynamique Territoriale :

Il s'agit de faire connaître la marque « France Rénov' » à l'ensemble des propriétaires occupants et bailleurs du parc résidentiel privé, individuel comme collectif, et quels que soient leurs revenus, dans l'objectif d'en faire un point de repère du grand public en besoin de rénovation (adaptation à la perte d'autonomie, rénovation énergétique, résorption de l'habitat indigne ou dégradé). Il s'agit également de développer les actions à destination des professionnels (information, formation, outils...). Les « RDV Réno » 2023 et 2024, par leur succès, sont révélateurs du besoin d'information de ces deux cibles.

Volet 2 – Information, conseil et orientation :

L'animation du dispositif, pilotée par la Métropole partie prenante du Pacte territorial, consiste à informer et conseiller gratuitement tous les ménages pour leur donner les clés de réussite avant le lancement leurs projets de travaux. Le numéro unique actuellement Allo Renov'Energie sera déterminant dans l'orientation des publics lors du primo-accueil. Les modalités d'accueil et d'orientation seront redéfinies pour en optimiser les résultats. Les missions de conseil personnalisés pourront être suivies d'un appui à l'accompagnement des ménages.

Volet 3 – Accompagnement :

De manière facultative l'accompagnement, par le biais d'une contractualisation avec un ou plusieurs opérateurs, sera renforcé par des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage des ménages et copropriétés. L'objectif est de contribuer à une mise en œuvre optimisée de leurs programmes de travaux en rénovation énergétique, en adaptation des logements, dans la résorption de l'habitat indigne et l'accompagnement des copropriétés et propriétaires bailleurs. Cette assistance à maîtrise d'ouvrage sera particulièrement consacrée à l'accompagnement technique et à l'accompagnement au montage du dossier financier.

L'ALEC, le CPIE du Pays d'Aix ont déposé pour l'année 2025 des demandes de subvention auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre des volets 1 et 2 du Pacte territorial.

L'ALEC Métropole marseillaise sollicite l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2025, dossier MGDIS n°10492.

AMP Transition Energétique	1 370 000 €
Ville de Marseille	45 000 €
Organismes sociaux	8 497 €
Autres produits de gestion courante	99 451€
TOTAL	1 522 948€

Numéro MGDIS	Action	Association	Domaine d'activités	Budget global Action	Subvention sollicitée	Subvention proposée
N°10 492	Pacte territorial	ALEC Métropole marseillaise	Transition Energétique	1 522 948 €	1 370 000 €	1 370 000 €

Le CPIE du Pays d'Aix sollicite l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2025, dossier MGDIS N°10237.

AMP Transition Energétique	842 500 €
Communes	10 000 €
Produits exceptionnels	4 580 €
TOTAL	857 080 €

Numéro MGDIS	Action	Association	Domaine d'activités	Budget global Action	Subvention sollicitée	Subvention proposée
N°10 237	Pacte territorial	CPIE du Pays d'Aix	Transition Energétique	857 080 €	842 500 €	842 500 €

Des conventions d'objectifs encadrent ces deux subventions et sont annexées au présent rapport.

Dans le cadre du Pacte Territorial, l'ANAH finance 50% des dépenses engagées sur les axes 1 et 2. Ainsi, la Métropole percevra un financement couvrant la moitié des subventions accordées aux associations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- L'arrêté du 5 septembre 2019 (publié au JORF du 8 septembre 2019) portant validation du programme « Service d'Accompagnement pour la Rénovation Energétique » dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie ;
- Le Règlement (UE) de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA-047-17064/24/CM du Conseil de la Métropole du 5 décembre 2024 portant approbation du règlement budgétaire et financier modifié ;
- La délibération n° TCM-001-11142/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 approuvant le Plan Climat-Air-Énergie métropolitain ;
- Le Pacte Territorial PIG France Rénov' conclu avec l'ANAH ;
- La demande de subvention de l'ALEC Métropole marseillaise, de l'Atelier de l'Environnement - CPIE du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'adoption du Pacte Territorial avec l'Habitat conclu avec l'ANAH, lors de cette même séance ;
- La capacité de l'ALEC Métropole marseillaise et de l'Atelier de l'Environnement - CPIE du Pays d'Aix à répondre aux missions de ce Pacte Territorial.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'Association Agence Locale de l'Energie et du Climat de la Métropole marseillaise (ALEC) d'un montant total de 1 370 000 euros pour le déploiement du programme du Pacte territorial au titre de l'exercice 2025.

Article 2 :

Est attribuée une subvention à l'Association Atelier de l'Environnement - CPIE du Pays d'Aix d'un montant total de 842 500 euros pour le déploiement du programme du Pacte territorial au titre de l'exercice 2025.

Article 3 :

Sont approuvées les conventions d'objectifs ci-annexées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association ALEC Métropole marseillaise et avec l'Association Atelier de l'Environnement - CPIE du Pays d'Aix.

Article 4 :

De qualifier les activités des associations ALEC et Atelier de l'Environnement - CPIE du Pays d'Aix de service d'intérêt général et d'affirmer ainsi leur caractère d'intérêt général face à la nécessité de lever les freins à l'amélioration de l'habitat privé et de faciliter le parcours de rénovation pour les ménages et les copropriétés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

De définir le périmètre du service d'intérêt général des associations ALEC et Atelier de l'Environnement - CPIE du Pays d'Aix dans le territoire de compétence en référence aux activités pour lesquelles l'association sollicite la subvention.

Article 6 :

D'assigner aux activités des associations ALEC et Atelier de l'Environnement - CPIE du Pays d'Aix une mission d'intérêt général définie en référence à la réalisation des objectifs spécifiques.

Article 7 :

D'établir des obligations de service public visant à garantir le bon accomplissement de la mission d'intérêt général du service concerné ainsi défini dans le respect des principes communs aux services d'intérêt général défini par le protocole sur les services d'intérêt général du Traité de Lisbonne, à savoir :

- **Accès universel** : par l'obligation d'accueillir l'ensemble des utilisateurs éligibles et de leur apporter une réponse adaptée à leur besoin, de garantir la liberté de choix, l'égalité d'accès à des services de qualité quels que soient les statuts, les situations socio-économiques et territoriales des utilisateurs.
- **Continuité** : par l'obligation d'assurer une continuité du service en direction des utilisateurs éligibles et de présence dans les territoires prioritaires d'intervention.
- **Qualité** : par l'obligation de garantir un haut niveau de qualité des services et d'évaluer les résultats obtenus en termes de satisfaction effective des besoins des utilisateurs.
- **Accessibilité tarifaire** : par l'obligation de respecter une tarification spécifique des services fournis afin de garantir un accès universel pour les utilisateurs.
- **Protection des utilisateurs** : par l'obligation de soumettre les activités en question à des contrôles réguliers visant à garantir la qualité du service, la consultation des utilisateurs et de définir des voies de recours en cas de non satisfaction des utilisateurs.

Article 8 :

D'établir des conditions économiques et financières garantes du bon accomplissement de cette mission d'intérêt général en octroyant aux associations ALEC et Atelier de l'Environnement - CPIE du Pays d'Aix ainsi mandatées une compensation de service public visant à couvrir toute ou partie des coûts de mise en œuvre de ce service d'intérêt général et des obligations de service public qui en découlent. Les critères de calcul de la compensation de service public seront précisés dans la convention avec les associations.

Article 9 :

D'octroyer aux associations ALEC et Atelier de l'Environnement - CPIE du Pays d'Aix un droit spécial sur le territoire de compétence justifié par l'accomplissement de la mission d'intérêt général.

Article 10 :

De procéder à des contrôles réguliers visant à garantir le respect des exigences communautaires de juste compensation de ces coûts et de transparence des relations financières.

Article 11 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions et toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

Article 12 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de l'exercice 2025 pour 80% et de l'exercice 2026 pour 20% en section de fonctionnement : chapitre 65, article budgétaire 65748, fonction 758.

Ces crédits relèvent de la politique « Environnement, énergie, agriculture, patrimoine naturel », de la sous-politique « Energie » et du programme « Energie » et seront exécutés par le service gestionnaire « 8ENERG ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Conseiller Délégué
Métropole numérique,
Politique publique de la donnée,
Innovation, parcours usager

Arnaud MERCIER